
CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

pour les années 2009-2012

entre



la République et canton de Genève

ci-après *l'Etat de Genève*

représenté par Monsieur Charles Beer,

Conseiller d'Etat en charge du département de l'instruction publique



la Ville de Genève

soit pour elle le Département de la culture

ci-après *la Ville*

représentée par Monsieur Patrice Mugny, Conseiller administratif



et la Fondation d'art dramatique

ci-après *la FAD*

représentée par Monsieur Bernard Paillard, Président

et par Monsieur Georges Queloz, Vice-président

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| TITRE 1 : PREAMBULE | 3 |
| TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| Article 1 : Références légales | 4 |
| Article 2 : Objet de la convention | 4 |
| Article 4 : Statut juridique et but de la FAD | 5 |
| TITRE 3 : ENGAGEMENTS DE LA FAD | 6 |
| Article 5 : Projet artistique et culturel de la FAD | 6 |
| Article 6 : Festival Ateliers Théâtre | 6 |
| Article 7 : Bénéficiaire direct | 6 |
| Article 8 : Plan financier quadriennal | 6 |
| Article 9 : Reddition des comptes et rapports | 7 |
| Article 10 : Communication et promotion des activités | 7 |
| Article 11 : Gestion du personnel | 7 |
| Article 12 : Système de contrôle interne | 8 |
| Article 13 : Archives | 8 |
| Article 14 : Développement durable | 8 |
| TITRE 4 : ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES PUBLIQUES | 9 |
| Article 15 : Liberté artistique | 9 |
| Article 16 : Engagements financiers des collectivités publiques | 9 |
| Article 17 : Subventions en nature | 9 |
| Article 18 : Rythme de versement des subventions | 10 |
| TITRE 5 : SUIVI ET EVALUATION DES OBJECTIFS | 11 |
| Article 19 : Objectifs, indicateurs, tableau de bord | 11 |
| Article 20 : Traitement des bénéficiaires et des pertes | 11 |
| Article 21 : Echanges d'informations | 11 |
| Article 22 : Modification de la convention | 11 |
| Article 23 : Evaluation | 12 |
| TITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES | 13 |
| Article 24 : Résiliation | 13 |
| Article 25 : Règlement des litiges | 13 |
| Article 26 : Durée de validité | 13 |
| ANNEXES | 15 |
| Annexe 1 : Objectifs et activités de la FAD | 15 |
| Annexe 2 : Plan financier quadriennal | 17 |
| Annexe 3 : Tableau de bord annuel | 18 |
| Annexe 4 : Evaluation | 22 |
| Annexe 5 : Adresses de contact | 24 |
| Annexe 6 : Echéances de la convention | 25 |
| Annexe 7 : Statut de la FAD | 26 |

TITRE 1 : PREAMBULE

La FAD, fondation de droit public, a été créée par la volonté des autorités cantonales et municipales. Son statut a été adopté le 28 mars 1979 par le Conseil Municipal de la Ville de Genève et le 14 mars 1980 par le Grand Conseil.

Elle a pour but d'assurer la gestion faîtière des théâtres qui lui sont confiés, ainsi que l'interface entre les autorités et les besoins des théâtres.

C'est dans ce cadre que depuis bientôt trente ans, la Comédie et le Poche ont présenté des spectacles de qualité et innovants à la population de Genève et de la région.

En vertu de la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), il est établi la présente convention - contrat de droit public au sens de la LIAF - qui vise à :

- déterminer les objectifs visés par l'aide financière ;
- préciser le montant et l'affectation de l'aide financière consentie par les deux collectivités publiques ainsi que le nombre et l'échéance des versements ;
- définir le projet artistique et culturel comme les prestations offertes au public par la FAD ainsi que les conditions de modification éventuelles de celles-ci ;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs permettant de suivre la réalisation des activités.

Les parties ont tenu compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration de la convention en appréciant notamment :

- le niveau de financement des deux collectivités publiques par rapport aux différentes sources de financement de la FAD ;
- l'importance de l'aide financière octroyée par les deux collectivités publiques ;
- les relations avec les autres instances publiques.

Les parties s'engagent à appliquer et à respecter la présente convention et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Références légales

Les rapports entre les parties sont régis par la présente convention et par les documents juridiques suivants :

- La loi sur l'administration des communes (B6 05).
- La loi sur l'accès et l'encouragement à la culture (C3 05).
- La loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (D1 05).
- La loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques (D1 10).
- La loi sur les indemnités et les aides financières (D1 11).
- Le règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (D1 11.01).
- La loi sur l'information au public et l'accès aux documents (A2 08).
- La loi sur les archives publiques (B2 15).
- La loi sur les fondations publiques (A2 25)
- Les conventions liant la Ville à la FAD pour la mise à disposition de divers locaux.
- Le statut de la FAD (annexe 7)

Article 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour but de régler les relations entre les parties, de clarifier leurs attentes et de faciliter la planification à moyen terme des activités de la FAD, grâce à une prévision financière.

Elle confirme que les projets artistiques et culturels des théâtres gérés par la FAD (article 5) est en adéquation avec la politique culturelle des deux collectivités publiques (article 3), cette adéquation faisant l'objet d'une évaluation (annexe 4).

Par la présente convention, les deux collectivités publiques assurent la FAD de leur soutien matériel et financier, conformément aux articles 15, 16 et 17. En contrepartie, la FAD s'engage à réaliser les activités définies à l'annexe 1.

Les soutiens de l'Etat de Genève et de la Ville, dans le cadre de cette convention, portent sur les années civiles 2009 à 2012.

Article 3 : Cadre de la politique culturelle des deux collectivités publiques

Dans les domaines des arts de la scène, la Ville et l'Etat de Genève sont attentifs à la pérennité des institutions établies de longue date et au renouvellement et à l'innovation qu'elles peuvent offrir par la variété de leurs propositions artistiques. Les deux collectivités souhaitent privilégier les projets de qualité qui contribuent au rayonnement de la scène artistique genevoise.

Souhaitant promouvoir une culture en mouvement, les deux collectivités publiques encouragent la diversité des interprètes, des genres et des choix artistiques. Elles favorisent le développement d'une offre culturelle marquée par l'ouverture sur l'extérieur et par le dialogue entre les artistes quelles que soient leur appartenance et leur discipline. Elles facilitent l'accès aux spectacles à un public aussi large et diversifié que possible et encouragent les actions favorisant la convivialité.

Les deux collectivités encouragent également les institutions à engager des artistes et artisans régionaux dans le souci de faire vivre et rendre dynamique le très riche vivier de professionnels formés en Suisse romande. Parallèlement, elles soutiennent toute initiative

favorisant des accueils et, surtout, des échanges avec des partenaires régionaux et étrangers, au travers notamment de coproductions permettant la mise en commun de talents et de savoir-faire entre les institutions genevoises et les théâtres d'ailleurs.

Les deux collectivités publiques portent une attention particulière aux jeunes publics. Il est en effet souhaitable que, durant toute la jeunesse, ceux qui sont les futurs spectateurs adultes, voire parfois les futurs créateurs, puissent s'initier au théâtre grâce à une offre qui leur est destinée.

La Ville et l'Etat de Genève veillent à ce que trois conditions soient remplies pour qu'une telle offre se développe. C'est pourquoi des infrastructures et des subventions sont allouées. De plus, une collaboration étroite avec le milieu scolaire est instaurée. Enfin, une pratique d'incitation (billets à prix réduit pour diverses catégories de la population, festival à l'attention des élèves, représentations scolaires ou pour personnes âgées, etc.) vise à écarter les obstacles matériels à une fréquentation des théâtres.

Le projet artistique et culturel de la FAD et de ses deux théâtres s'insère tout à fait dans ce cadre de politique culturelle. Il est partie intégrante de la vie culturelle genevoise et régionale. Il implique des liens avec les écoles genevoises.

La FAD et les deux théâtres qu'elle gère, très attentifs à la place donnée à la création théâtrale locale et internationale et à l'ouverture sur la cité en offrant une diversité d'événements autour de leur programmation, répondent à l'ensemble des caractéristiques mentionnées ci-dessus. De ce fait, l'engagement envers la FAD et ses deux théâtres répond à un choix des collectivités publiques et à la demande de nombreux spectateurs.

Article 4 : Statut juridique et but de la FAD

La Fondation d'art dramatique est une fondation d'intérêt communal public dont le but est d'assurer l'exploitation des théâtres qui lui sont confiés, principalement en y organisant des représentations d'art dramatique.

La fondation poursuit des fins artistiques et culturelles. Elle respecte et garantit la liberté artistique. Elle vise à faciliter l'accès du plus large public à des spectacles de qualité.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève fonctionne comme autorité de surveillance.

A la demande des collectivités publiques, le statut de la FAD doit être modifié. Au moment de la signature de la présente convention, la procédure est en cours.

TITRE 3 : ENGAGEMENTS DE LA FAD

Article 5 : Projet artistique et culturel de la FAD

L'objectif premier de la FAD est de fournir aux théâtres qui en dépendent les moyens de réaliser des spectacles présentant un caractère d'utilité publique et qui soient de haut niveau.

Son activité essentielle consistant en tâches de gestion, elle s'efforce de faire respecter un équilibre adéquat, notamment au plan budgétaire, entre les spectacles produits ou coproduits par les théâtres relevant de sa responsabilité et les spectacles d'accueils ou d'échange.

Elle veille en outre à ce que les artistes résidants en Suisse romande fassent l'objet d'une attention particulière.

La FAD s'engage à conserver une politique tarifaire préférentielle en faveur des classes du DIP se rendant au spectacle dans les théâtres qu'elle gère.

Le conseil de fondation nomme les directeurs artistiques des théâtres affiliés. Les projets artistiques et culturels de ces derniers, soit La Comédie de Genève et Le Poche, se trouvent à l'annexe 1.

Article 6 : Festival Ateliers Théâtre

Dès 2011, le Festival Ateliers Théâtre se déroulera une édition sur deux, soit tous les quatre ans, à la Comédie de Genève. Cette dernière s'engage à collaborer avec la personne responsable du projet au sein du département de l'instruction publique (DIP) pour tous les aspects organisationnels du festival. Les charges de l'édition 2011 jusqu'à concurrence de 80'000 francs sont comprises dans la subvention de l'Etat de Genève. La FAD et la Comédie n'assument pas la responsabilité artistique et financière du Festival Ateliers Théâtre. L'organisation de l'édition 2011 fera l'objet d'un accord séparé entre le DIP, la FAD, la Comédie de Genève et la personne en charge du projet. Cette collaboration sera évaluée en fin de convention.

Article 7 : Bénéficiaire direct

La FAD s'engage à être le bénéficiaire direct de l'aide financière. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers. Cette interdiction de redistribution ne s'applique pas aux théâtres dont l'exploitation lui est confiée.

Conformément à l'article 8 de la LIAF, elle s'oblige, notamment en association avec ses théâtres, à solliciter tout appui financier public et privé auquel elle peut prétendre. Ces appuis ne doivent toutefois pas entrer en contradiction avec les principes régissant la politique générale de la Ville et de l'Etat de Genève.

Article 8 : Plan financier quadriennal

Un plan financier quadriennal pour l'ensemble des activités de la FAD figure à l'annexe 2. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type d'activités.

La FAD a l'obligation de parvenir à l'équilibre de ses comptes à l'issue de la période quadriennale. Si elle constate un déficit à la fin de l'avant-dernière année de validité de la convention, la FAD prépare un programme d'activités et un budget pour la dernière année qui permettent de le combler.

Le 31 octobre 2011 au plus tard, la FAD fournira aux collectivités publiques un plan financier équilibré pour la prochaine période de quatre ans (2013-2016).

Article 9 : Reddition des comptes et rapports

Chaque année, au plus tard le 31 octobre, la FAD fournit à la Ville et à l'Etat de Genève :

- ses états financiers établis et révisés conformément à la directive transversale de l'Etat sur la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités paraétatiques et aux normes comptables Swiss GAAP RPC.
- son rapport d'activités qui comprend également ceux des théâtres, intégrant le tableau de bord (annexe 3) avec les indicateurs de l'année concernée.

Le rapport d'activités annuel de la FAD prend la forme d'une auto-appréciation de l'exercice écoulé. Il met en relation les activités réalisées avec les objectifs initiaux et explique l'origine des éventuels écarts.

Les collectivités publiques procèdent ensuite à leur propre contrôle et se réservent le droit de le déléguer au besoin à un organisme externe. Le résultat admis sera celui déterminé par ce contrôle.

Article 10 : Communication et promotion des activités

Chaque théâtre s'engage à faire une promotion globale, effectuée sous la responsabilité de la FAD.

Toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par les théâtres rattachés à la FAD auprès du public ou des médias en relation avec les activités définies à l'article 5 doit comporter la mention "Avec le soutien de la République et canton de Genève et de la Ville de Genève"

Les armoiries de l'Etat de Genève et le logo de la Ville de Genève doivent figurer de manière visible sur tout support promotionnel produit par la FAD et ses théâtres affiliés si les logos d'autres partenaires sont présents.

Article 11 : Gestion du personnel

La FAD et ses théâtres affiliés sont tenus d'observer les lois, arrêtés du Conseil d'Etat, règlements et conventions collectives de travail (s'applique notamment l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail (OLT 2), RS 822.112) en vigueur dans la branche concernant la gestion de son personnel, en particulier pour les salaires, les horaires de travail, les assurances et les prestations sociales.

Cette disposition ne concerne pas les cachets versés aux artistes et autres intermittents du spectacle, qui seront conformes à l'usage des diverses professions et feront l'objet de contrats particuliers.

Lors de la nomination d'une direction, la fondation respecte les principes suivants : mise au concours publique, examen des candidatures par une commission de préavis nommée par la FAD, et qui respecte en principe la parité homme/femme, composée au moins d'un tiers de membres externes à la FAD. Après avoir pris connaissance de ses conclusions, le Conseil de la FAD nomme la direction.

Article 12 : Système de contrôle interne

La FAD et ses théâtres affiliés mettent en place un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure, conformément à la Loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques (D1 10).

Article 13 : Archives

Afin d'assurer une conservation de ses documents ayant une valeur archivistique, la FAD et ses théâtres affiliés s'engagent à :

- adopter et appliquer un plan de classement pour les archives administratives, à savoir l'ensemble des documents utiles à la gestion courante des affaires ;
- ne pas détruire les archives administratives susceptibles d'avoir une valeur archivistique durable ;
- constituer les archives historiques (affiches, vidéo, textes originaux, ...), à savoir l'ensemble des documents qui sont conservés en raison de leur valeur archivistique ;
- conserver les archives dans un lieu garantissant leur protection.

La FAD et ses théâtres affiliés peuvent demander l'aide du Service des archives de la Ville de Genève et de l'archiviste du département de l'instruction publique (DIP) pour déterminer quels documents ont une valeur archivistique durable. Par le biais d'une convention séparée, elle peut également déposer ou donner ses archives à la Ville de Genève ou aux archives d'Etat qui les conserveront au nom des deux collectivités publiques.

Par ailleurs, les dispositions relatives au dépôt légal doivent être respectées par tous les théâtres membres de la FAD.

Article 14 : Développement durable

La FAD et ses théâtres affiliés s'engagent à utiliser des moyens d'affichage et de promotion respectueux de l'environnement. Ils ne feront de publicité ni pour le tabac, ni pour l'alcool. Ils veilleront dans la mesure du possible, dans leur gestion, à respecter les principes du développement durable, en coordination avec les administrations partenaires.

TITRE 4 : ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Article 15 : Liberté artistique

Les théâtres affiliés à la FAD sont autonomes quant aux choix de leur programmation artistique, dans le cadre des subventions qui leur sont allouées et en conformité avec l'annexe 1. Les collectivités publiques n'interviennent pas dans les choix des spectacles.

Article 16 : Engagements financiers des collectivités publiques

La Ville s'engage à verser une aide financière d'un montant total 21'500'000 francs pour les années 2009 à 2012, soit un montant annuel de 5'250'000 francs en 2009 et 2010, puis de 5'500'000 francs en 2011 et 2012.

L'Etat de Genève, par l'intermédiaire du DIP, s'engage à verser une aide financière d'un montant total de 9'400'000 francs pour les années 2009 à 2012, soit un montant annuel de 2'250'000 francs en 2009 et 2010, puis de 2'450'000 francs en 2011 et 2012. Cette augmentation inclut notamment un forfait destiné à remplacer dès 2011 les subventions précédemment versées pour les billets de classes du CO et du PO assistant à des spectacles, ainsi que l'organisation du festival Ateliers Théâtre du DIP, une fois tous les 4 ans (conformément à l'article 6).

Les montants sont versés sous réserve du vote annuel du Conseil municipal et du Grand Conseil, ainsi que d'événements exceptionnels ou conjoncturels pouvant survenir. Ils recouvrent tous les éléments de charge en lien avec la réalisation des activités prévues par la présente convention.

Article 17 : Subventions en nature

La Ville de Genève met gracieusement à la disposition de la FAD les locaux suivants :

- pour la Comédie : le Théâtre de la Comédie, 6, bd des Philosophes, 2'356 m², valeur 2008 : 381'695 francs ; un dépôt à la zone industrielle de Châtelaine, 466 m², valeur 2008 : 50'172 francs ; un dépôt au 6-8, rue Chandieu, 68 m² valeur 2008 : 7'320 francs.
- pour le Poche : le Théâtre de Poche, rue du Cheval-Blanc / rue de la Boulangerie 4-6, 445 m², valeur 2008 : 125'380 francs ; un local de répétition, ch. des Pontets, 450 m², valeur 2008 : 48'453 francs ; deux dépôts, ch. de la Muraille 9-11, 142 et 100 m², valeur 2008 : 23'005 et 10'767 francs.

Ces mises à disposition font l'objet de conventions séparées et constituent des prêts à usage au sens des articles 305 et suivants du Code des obligations. La valeur locative des locaux sera indexée chaque année en fonction des informations fournies par la Gérance immobilière municipale.

La Ville de Genève sous-loue également au Théâtre de la Comédie un atelier de 480 m² au 26, av. Stoessel, ainsi que les locaux sis 5-7 rue de Carouge (dépôt et atelier de décors et de costumes, voies d'évacuation et de secours du théâtre). Ces locaux ne sont pas comptabilisés dans la liste ci-dessus, car la Ville de Genève perçoit un loyer annuel de 36'918 francs (valeur 2008) pour les locaux de l'av. Stoessel et de 29'760 francs (valeur 2008) pour les locaux de la rue de Carouge. Ces montants peuvent varier d'une année à l'autre en fonction de l'indexation des baux.

La valeur de tout autre apport en nature qui serait accordé ponctuellement (mise à disposition de locaux, de matériel divers, d'emplacements d'affichage, etc.) est indiquée par les collectivités publiques à la FAD et doit figurer dans ses comptes.

Article 18 : Rythme de versement des subventions

Les contributions de l'Etat de Genève sont versées en douze fois, soit mensuellement de janvier à décembre. Chaque versement représente un douzième de la tranche annuelle. Le dernier versement est effectué après réception et examen des comptes et rapport d'activités de la saison précédente.

Les contributions de la Ville sont versées en quatre fois, par trimestre et d'avance. Chaque versement représente le quart de la tranche annuelle. Le dernier versement est effectué après réception et examen des comptes et rapport d'activités de l'année précédente.

Les contributions de l'Etat de Genève et de la Ville sont versées sans décalage. Les versements sont attribués respectivement pour le second semestre de la saison en cours et pour le premier semestre de la saison suivante.

En cas de refus du budget annuel par le Conseil municipal ou par le Grand Conseil, les paiements de la Ville ou de l'Etat de Genève sont effectués en conformité avec la loi dite des douzièmes provisoires.

TITRE 5 : SUIVI ET EVALUATION DES OBJECTIFS

Article 19 : Objectifs, indicateurs, tableau de bord

Les activités définies à l'article 5 et à l'annexe 1 sont traduites en objectifs, dont la réalisation est mesurée par des indicateurs.

Le tableau de bord établissant la synthèse des objectifs et indicateurs figure en annexe 3. Il est rempli par la FAD et remis aux collectivités publiques au plus tard le 30 novembre de chaque année.

Article 20 : Traitement des bénéfices et des pertes

Au terme de l'exercice comptable, pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément à la convention, le résultat annuel, établi conformément à l'article 8, est réparti entre la Ville, l'Etat de Genève et la FAD, selon la clé définie au présent article.

Une créance reflétant la part restituable aux collectivités publiques est constituée dans les fonds étrangers de la FAD. Elle s'intitule "Subventions non dépensées à restituer à l'échéance du contrat". La part conservée par la FAD est comptabilisée dans un compte de réserve spécifique intitulé "Part de subventions non dépensée" figurant dans ses fonds propres.

Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé définie au présent article et sont déduites de la créance et de la réserve spécifique jusqu'à concurrence du solde disponible de ces deux comptes.

La FAD conserve 40 % de son résultat annuel. Le solde est réparti entre l'Etat de Genève et la Ville au pro rata de leur financement.

A l'échéance du contrat, la FAD conserve définitivement l'éventuel solde du compte de réserve spécifique et l'attribue au fonds de réserve, tandis que l'éventuel solde de la créance est restitué aux collectivités publiques. La FAD assume également ses éventuelles pertes reportées.

Article 21 : Echanges d'informations

Dans les limites de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents (LIPAD), les parties se communiquent toute information utile à l'application de la présente convention.

Toutes les informations seront communiquées par écrit aux personnes de contact dont les adresses figurent à l'annexe 5.

Article 22 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention sera négociée entre les parties.

En cas d'événements exceptionnels préteritant la poursuite des activités de la FAD ou la réalisation de la présente convention, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.

Article 23 : Evaluation

Les personnes de contact de la Ville et de l'Etat de Genève :

- veillent à l'application de la convention ;
- évaluent les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport d'activités annuel établi par la FAD.

Les parties commencent l'évaluation de cette convention un an avant son terme, soit en janvier 2012. L'évaluation doit être prête au plus tard en juin 2012. Les résultats seront consignés dans un rapport qui servira de base de discussion pour un éventuel renouvellement de la convention.

TITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES

Article 24 : Résiliation

Le Conseil d'Etat et/ou le Conseil administratif peuvent résilier la convention et exiger la restitution en tout ou partie de l'aide financière lorsque :

- a) l'aide financière n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue ;
- b) la FAD n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure ;
- c) l'aide financière a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet ;
- d) une baisse des produits de la FAD ne lui permet plus de réaliser son projet artistique et culturel.

Dans les cas précités, la résiliation a lieu moyennant un préavis de 2 mois pour la fin d'un mois. Dans les autres cas, la résiliation se fait dans un délai de 6 mois comptant pour la fin d'une année.

La convention prend fin également à compter de la date où la FAD se dissout, cesse ses activités, intègre un nouveau théâtre ou effectue un changement dans la composition des théâtres gérés.

La résiliation s'effectue par écrit. La résiliation immédiate pour juste motif est réservée.

Article 25 : Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation de la présente convention.

En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.

A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant le tribunal administratif du Canton de Genève par la voie de l'action pécuniaire.

Article 26 : Durée de validité

La convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009 dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 2012.

Fait à Genève le 26 juin 2008 en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Genève :



Patrice Mugny
Conseiller administratif
en charge du département de la culture

Pour la République et Canton de Genève :

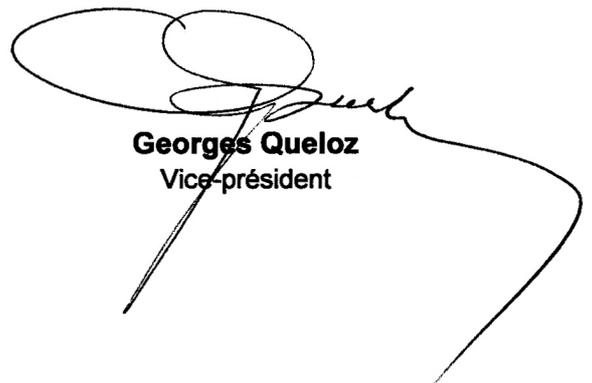


Charles Beer
Conseiller d'Etat
en charge du département de
l'instruction publique

Pour la Fondation d'art dramatique :



Bernard Paillard
Président



Georges Queloz
Vice-président

ANNEXES

Annexe 1 : Objectifs et activités de la FAD

Comédie de Genève

Anne Bisang, Août 2007

La Comédie de Genève poursuit sa mission de théâtre populaire et de première institution théâtrale genevoise.

Dès 2000, la Comédie a entretenu des liens privilégiés avec des auteurs qu'elle a accueillis en résidence et auxquels elle a commandé des textes. Ce compagnonnage se poursuit naturellement considérant qu'un théâtre est aussi la maison des auteurs.

En mai 2007, la Comédie de Genève a adhéré à la Convention théâtrale Européenne.

Réunissant une trentaine de théâtres de toute l'Europe, la CTE est un réseau d'échanges offrant à la Comédie l'opportunité de se faire une place au-delà de l'Europe francophone et bien que ne faisant pas partie de l'Union Européenne.

Il s'agit d'un investissement sur le moyen terme offrant notamment un espace de ressources dans la perspective de la Nouvelle Comédie.

Théâtre de création, elle réalise des spectacles d'art dramatique en invitant des artistes de la région et au-delà. Elle parvenait en principe à produire cinq productions par saison, deux avec ses propres fonds et trois coproductions avec l'apport des compagnies et des théâtres partenaires.

Autour de ces créations, elle accueille des productions de toute provenance pour leurs qualités d'originalité dans leurs recherches esthétiques, leurs capacités à rassembler, leurs renommées internationales.

Sans oublier le théâtre dit "de répertoire", la Comédie fait la part belle au théâtre contemporain, aux créations de textes inédits et aux formes émergentes.

Elle se soucie tout particulièrement de promouvoir les artistes, artisans et metteurs en scène de la région romande dans le but de contribuer à la pérennisation et à la consolidation des professions du théâtre en Suisse romande.

Dès la saison 2008–2009, l'institution met en place un projet d'"artistes associés" qui permet d'accompagner des artistes dans leurs réalisations en leur donnant plus de temps et d'attention.

Parallèlement, la Comédie, en manque de deuxième salle et dans l'attente de la construction de la Nouvelle Comédie, met en place un réseau de partenariats avec des salles existantes pour créer et soutenir des projets de compagnies émergentes ou des "petites formes" qu'elle ne peut présenter actuellement dans son bâtiment du boulevard des Philosophes.

Jusqu'en 2010 -2011, la Comédie entend poursuivre son projet d'ouverture sur la cité en proposant différents rendez-vous citoyens autour des spectacles ou à l'occasion de débats de société.

Son Studio et sa Galerie présentent régulièrement des lectures, des soirées de contes, des rencontres avec les artistes, des expositions. Ces activités gratuites pour le public sont une opportunité de toucher des catégories de spectateurs de tous horizons culturels et sociaux.

Les activités pédagogiques sous la houlette de la collaboratrice littéraire proposent aux enseignants et aux élèves différents modules pour tisser des liens familiers avec les écoles. Des dossiers pédagogiques sont préparés pour les enseignants, les artistes sont disponibles pour des rencontres et des ateliers dans les classes, des visites du théâtre et des décors sont régulièrement organisés. Des relations privilégiées sont nourries avec les élèves et les enseignants des écoles d'art, la HEAD (Haute Ecole d'art et de Design) et la HETSR (Haute Ecole de Théâtre de Suisse Romande) autour de projets communs.

OBJECTIFS PRINCIPAUX ET MISSION ARTISTIQUE POUR LE PRÉSENT ET LE FUTUR DU POCHE

Françoise Courvoisier, novembre 2007.

Un théâtre d'art, accessible à tous. Jean Vilar.

L'objectif premier est de produire, coproduire ou - plus rarement - d'accueillir des spectacles d'utilité publique, dignes d'intérêt. La directrice cherchera, selon ses propres critères, à mettre à l'affiche des spectacles à la fois beaux, intelligents, incitant à la réflexion, tout au moins divertissants, et proposant des formes nouvelles, rendant compte de l'évolution et de la diversité des écritures actuelles.

Plus précisément :

Elle mettra au programme des œuvres contemporaines, dans un esprit de découverte et afin de perpétuer la mission de ce théâtre de chambre, dont la vocation a toujours été de privilégier les auteurs vivants.

Elle se portera garante de la haute qualité des spectacles, soit du professionnalisme de tous les protagonistes de chaque secteur collaborant à la création.

Elle travaillera à la reconnaissance des artistes suisses (auteurs, metteurs en scène et comédiens).

Elle veillera à ce que l'emploi des comédiens, décorateurs et autres artisans de la scène ne diminue pas.

Elle défendra notamment leur présence dans les coproductions.

Elle prospectera en vue d'une diffusion toujours plus large, renouvelant les échanges avec d'autres théâtres, en Suisse ou à l'étranger, à condition que les objectifs restent principalement artistiques. Elle multipliera - dans la mesure du possible - les tournées.

Elle continuera à mettre à l'affiche des auteurs suisses, au moins deux par saison.

À propos de ligne artistique :

Fidéliser le public, c'est oser la singularité, l'étonnant, voire même le « dérangent ». Le spectateur aime parfois être bousculé, embarqué dans un univers qui lui est étranger.

En règle générale, la programmation du Poche privilégiera un théâtre de l'intime, où le comédien est au cœur de la représentation. Le Poche fera donc appel à des metteurs en scène passionnés par la « direction d'acteur », qui est d'ailleurs dans ce théâtre un sujet de réflexion majeur. Si Le Poche ne fait pas à proprement parlé un « théâtre politique », il a du moins l'ambition d'élargir l'horizon du spectateur, en lui proposant un autre regard sur le monde.

En matière de fréquentation :

La directrice sera attentive au mouvement de la fréquentation, sans pour autant céder à une programmation « facile », ni renoncer à débusquer de nouveaux talents. Elle veillera à maintenir un juste équilibre entre prises de risques et valeurs sûres, le but demeurant bien entendu d'inciter au spectacle le plus grand nombre et - dans la mesure du possible - de remplir la salle tous les soirs de représentation.

Elle poursuivra ses efforts pour inciter la jeunesse à venir au théâtre, par des publications (Les Cahiers du Poche), des rencontres (à l'issue ou en amont de scolaires) ou par les images diffusées dans la ville. À noter que le nombre d'étudiants et d'apprentis a déjà ostensiblement augmenté ces dernières saisons.

En conclusion :

Diriger un théâtre, c'est mener un travail de fond, qui porte ses fruits au présent mais doit semer des graines pour l'avenir. Préparer le public de demain. Toucher toutes les tranches d'âge et le plus possible de couches sociales.

Parce que le théâtre enrichit la pensée de l'individu, aiguise son esprit, touche son âme et le responsabilise face à ses choix de vie, il constitue de toute évidence le ciment nécessaire pour bâtir une société harmonieuse.

Annexe 2 : Plan financier quadriennal

FAD - Consolidé PFQ 09-12

| Plan financier quadriennal | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2006-2007 réalisé | 2007-2008 Budget | 2008-2009 Budget | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |
| Charges | | | | | | | |
| Production | 66.04% | 61.50% | 59.96% | 57.32% | 56.85% | 57.99% | 57.63% |
| Personnel artistique et technique y.c. charges sociales | 4'519'828 | 3'188'513 | 3'389'788 | 3'089'170 | 3'061'139 | 3'348'854 | 3'388'348 |
| Festival Atelier Théâtre | | | | - | - | 80'000 | - |
| Charges de production | 3'687'645 | 3'262'769 | 3'301'693 | 3'095'235 | 3'072'953 | 3'082'953 | 3'081'953 |
| Fonctionnement | 33.96% | 38.50% | 40.04% | 42.68% | 43.15% | 42.01% | 42.37% |
| Personnel administratif et technique y.c. charges soc. (yc renouvellement) | 2'922'674 | 2'776'800 | 2'959'900 | 3'061'245 | 3'102'108 | 3'158'293 | 3'192'799 |
| Locaux et entretien | 609'912 | 67'744 | 64'900 | 70'500 | 76'700 | 77'900 | 79'000 |
| Promotion/publicité | 190'913 | 341'000 | 413'000 | 411'000 | 413'000 | 415'000 | 417'000 |
| Frais généraux | 647'785 | 675'400 | 700'440 | 735'850 | 737'100 | 738'500 | 740'400 |
| Investissements | 252'424 | 30'000 | 160'000 | 182'000 | 182'000 | 182'000 | 182'000 |
| Amortissements | 145'492 | 147'600 | 150'600 | 145'000 | 145'000 | 145'000 | 145'000 |
| Total | 12'427'673 | 10'489'826 | 11'160'321 | 10'790'000 | 10'790'000 | 11'226'500 | 11'226'500 |
| Recettes | | | | | | | |
| Billetterie/abonnements | 1'091'365 | 993'300 | 1'074'360 | 1'030'000 | 1'030'000 | 1'030'000 | 1'030'000 |
| Autres recettes propres | 2'849'601 | 1'190'030 | 1'549'361 | 1'290'000 | 1'290'000 | 1'290'000 | 1'290'000 |
| Subvention Ville de Genève | 5'250'000 | 5'250'000 | 5'250'000 | 5'250'000 | 5'250'000 | 5'500'000 | 5'500'000 |
| Subvention Etat | 2'250'000 | 2'250'000 | 2'250'000 | 2'250'000 | 2'250'000 | 2'450'000 | 2'450'000 |
| Subventions en nature | 665'591 | 723'996 | 730'600 | 730'000 | 730'000 | 730'000 | 730'000 |
| Subventions Théâtres | 120'000 | - | 86'000 | - | - | - | - |
| Autres subventions et sponsors | 425'611 | 165'000 | 220'000 | 240'000 | 240'000 | 226'500 | 226'500 |
| Total | 12'652'168 | 10'572'326 | 11'160'321 | 10'790'000 | 10'790'000 | 11'226'500 | 11'226'500 |
| Résultat exercice | 224'495 | 82'500 | - | - | - | - | - |

Annexe 3 : Tableau de bord annuel

La FAD et ses théâtres affiliés utilisent chaque année les indicateurs de gestion suivants pour mesurer leur activité.

| | | | | | | |
|--|-------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| La Comédie | | | | | | |
| * compte tenu des moyens financiers selon PFQ | * valeurs cibles | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |

| | | | | | | |
|-------------------------------|--|------|--|--|--|--|
| Personnel fixe | Nombre de postes en équivalent plein temps (40h par semaine) | 21.6 | | | | |
| | Nombre de personnes | 28 | | | | |
| Personnel intermittent | Nombre de semaines par année | | | | | |
| | Nombre de personnes | | | | | |

Indicateurs d'activité

| | | | | | | |
|---|---|-------|--|--|--|--|
| Nombre d'abonnés | Nombre d'abonnements souscrits pour la saison | | | | | |
| Nombre de spectateurs | Nombre total de spectateurs ayant assisté aux représentations programmées à Genève (vc élèves) | 28000 | | | | |
| Nombre d'élèves (CTCO &CTPO) | nombre d'élèves du DIP accueillis au théâtre | 1000 | | | | |
| Nombre de représentations | Nombre total de représentations au programme durant l'année à Genève | 85 | | | | |
| Nombre de productions | Nombre de spectacles produits par l'institution (hors coproductions) | 2 | | | | |
| Nombre de coproductions | Nombre de spectacles coproduits par l'institution | 3 | | | | |
| Nombres d'accueil | Nombre de spectacles en accueil | 4 | | | | |
| Nombre de reprises | Nombre de spectacles en reprise durant l'année | | | | | |
| Nombre de représentations en tournée | Nombre de représentations hors Genève de spectacles co-produits | 65 | | | | |
| | Nombre de représentations de production en tournée | | | | | |
| Nombre de places | Nombre de sièges disponibles dans le théâtre (jauge normale) | 410 | | | | |

Indicateurs financiers

| | | | | | | |
|---|---|-------------------|--|--|--|--|
| Charges de production | (Charges de production+coproduction+accueil) | cf plan financier | | | | |
| Charges de fonctionnement | (Charges totales - charges de production) | | | | | |
| Recettes propres | (Billetterie+autres recettes propres+dons divers) | | | | | |
| Subvention des collectivités publiques | Subvention Ville + Etat (y.c. subv. en nature) | | | | | |
| Recettes totales | Recettes propres+subv.Etat+autre financ.public | | | | | |
| Charges totales | Charges totales y.c. amortissements | | | | | |
| Résultat d'exploitation | Résultat net | | | | | |

* compte tenu des moyens financiers selon PFQ

| * valeurs cibles | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|

Ratios

| | | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|--|
| Part d'autofinancement | Recettes propres/total recettes | | | | | |
| Part de financement public | (subvention Etat+autre financement public)/total recettes | | | | | |
| Part des subventions de l'Etat | subvention Etat/total recettes | | | | | |
| Part des charges de production | (ch. de production+coproduction + accueils)/charges totales | | | | | |
| Part des charges de fonctionnement | charges de fonctionnement/charges totales | | | | | |
| Taux de fréquentation | Nb de spectateurs/nb de spectacles x nb de places | | | | | |
| Taux de rayonnement | nb de représentations en tournée/nb de représentations à Genève | | | | | |

Billetterie

| | | | | | | |
|--|---|-------|--|--|--|--|
| Nombre de billets d'abonnement | Ensemble des billets d'abonnement | 14000 | | | | |
| Nombre de billets individuels plein tarif | Nombre de billets individuels vendus | 8600 | | | | |
| Nombre de billets à prix réduit | Nombre de billets étudiants et moins de 25 ans vendus | 1200 | | | | |
| | Nombre de billets 20 ans/20 francs | 200 | | | | |
| | Nombre de billets AVS/AI | | | | | |
| | Autre : professionnels, PAG, group.sociaux, supl.abonnement BâO | | | | | |
| Invitations | Nombre de billets gratuits | 3000 | | | | |
| | Total | 27000 | | | | |

Indicateurs dans le cadre du développement durable

Compte-rendu des efforts de la Comédie en faveur de l'environnement.

Convention de subventionnement 2009-2012 de la FAD

LE POCHE GENÈVE - THÉÂTRE EN VIEILLE-VILLE

(version du 2.5.08)

| valeurs cible | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|

Indicateurs généraux

| | | | | | | | |
|-------------------------------|--|----|--|--|--|--|--|
| Personnel fixe | Nombre de postes en équivalent plein temps (40h par semaine) | 7 | | | | | |
| | Nombre de personnes | 8 | | | | | |
| Personnel intermittent | Nombre de semaines par année | | | | | | |
| | Nombre de personnes | 90 | | | | | |

Indicateurs d'activité

| | | | | | | | |
|---|---|--------|--|--|--|--|--|
| Nombre d'abonnés | Nombre d'abonnements souscrits pour la saison | 1'400 | | | | | |
| Nombre de spectateurs | Nombre total de spectateurs ayant assisté aux représentations des spectacles au programme | 17'000 | | | | | |
| Nombre d'élèves (CTCO & CTPO) | Nombre d'élèves du DIP accueillis au théâtre | 500 | | | | | |
| Nombre de représentations au programme | Nombre total de représentations des spectacles au programme | 160 | | | | | |
| Nombre de productions au programme | Nombre de spectacles produits par l'institution | 2 | | | | | |
| Nombre de coproductions au programme | Nombre de spectacles coproduits par l'institution | 3 | | | | | |
| Nombre d'accueils au programme | Nombre de spectacles en accueil | 1 | | | | | |
| Nombre de reprises au programme | Nombre de spectacles en reprise | 0 | | | | | |
| Nombre de représentations en tournée | Nombre de représentations de spectacles produits ou coproduits en tournée | 100 | | | | | |
| Nombre de palces | Nombre de places disponibles dans le théâtre (jauge normale) | 130 | | | | | |

Indicateurs financiers

| | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|--|--|--|--|--|
| Charges de production | (Charges de production+coproduction+accueil) | f i n a n c i e r | | | | | |
| Charges de fonctionnement | (Charges totales - charges de production) | | | | | | |
| Recettes propres | (Billetterie+autres recettes propres+dons divers) | | | | | | |
| Subvention de la Ville et de l'Etat de Genève | Subvention Ville + Etat GE (y.c. subv. en nature) | | | | | | |
| Recettes totales | Recettes propres+subv.Etat+autre financ.public | | | | | | |
| Charges totales | Charges totales y.c. amortissements | | | | | | |
| Résultat d'exploitation | Résultat net | | | | | | |

Convention de subventionnement 2009-2012 de la FAD

(version du 2.5.08)

| valeurs cible | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|

Ratios

| | | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|--|
| Part d'autofinancement | Recettes propres/total recettes | | | | | |
| Part de financement public (FAD) | (subvention Etat+autre financement public)/total recettes | | | | | |
| Part des subventions (FAD) | subventions (FAD)/total recettes | | | | | |
| Part des charges de production | (ch. de production+coproduction + accueils)/charges totales | | | | | |
| Part des charges de fonctionnement | charges de fonctionnement/charges totales | | | | | |
| Taux de fréquentation | Nb de spectateurs/nb de spectacles x nb de places | | | | | |
| Taux de rayonnement | nb de représentations en tournée/nb de représentations | | | | | |

Billetterie

| | | | | | | |
|--|--|---------------|--|--|--|--|
| Nombre de billets d'abonnement | Ensemble des billets d'abonnement | 8'500 | | | | |
| Nombre de billets individuels plein tarif | Nombre de billets individuels vendus | 4'300 | | | | |
| Nombre de billets à prix réduit | Nombre de billets étudiants et moins de 25 ans vendus | 2'000 | | | | |
| | Nombre de billets 20 ans/20 francs | 200 | | | | |
| | Nombre de billets AVS/AI | | | | | |
| | Autre : Professionnels, PAG, group. Sociaux, suppl. abonnement BaO | | | | | |
| Invitations | Nombre de billets gratuits | 2'000 | | | | |
| | Total | 17'000 | | | | |

Indicateurs dans le cadre du développement durable

Compte-rendu des efforts du Théâtre de Poche en faveur de l'environnement.

Annexe 4 : Evaluation

Conformément à l'article 22 de la présente convention, les parties signataires s'engagent à procéder à une évaluation conjointe à l'approche du terme de sa période de validité, soit début 2012.

Il est convenu que l'évaluation porte essentiellement sur les aspects suivants :

1. le **fonctionnement des relations** entre les parties signataires de la convention, soit notamment :
 - échanges d'informations réguliers et transparents (article 20) ;
 - qualité de la collaboration entre les parties ;
 - remise des documents et tableaux de bord figurant à l'article 8.
2. le **respect des engagements mesurables pris par les parties**, soit notamment :
 - la réalisation des engagements de la FAD et de ses théâtres affiliés mentionnés à l'annexe 1 ;
 - le respect du plan financier figurant à l'annexe 2 ;
 - la réalisation des engagements des collectivités publiques, comprenant le versement de l'enveloppe budgétaire pluriannuelle dont le montant figure à l'article 15 et à l'annexe 2, selon le rythme de versement prévu à l'article 17 ;
 - l'application des prestations en nature des collectivités publiques mentionnées dans l'article 16.
3. la **réalisation des objectifs de la FAD** figurant à l'article 5 et à l'annexe 1, soit notamment :
 - la réalisation de spectacles présentant un caractère d'utilité publique et qui soient de haut niveau, mesurée par :
 - liste des spectacles et noms des metteurs en scène
 - le respect d'un équilibre adéquat entre spectacles produits ou coproduits et accueils, mesuré par :
 - indicateurs et valeurs cibles fixées pour la Comédie et le Poche dans leur tableau de bord respectif
 - l'attention donnée aux artistes résidents en Suisse romande, mesurée par :
 - part des artistes et artisans résidant en Suisse romande dans les spectacles présentés par la Comédie et par le Poche

Comédie de Genève :

- la mise en valeur du théâtre contemporain, des créations de textes inédits et des formes émergentes, mesurée par :
 - nombre de pièces contemporaines
 - nombre de créations mondiales (pièces jouées pour la première fois)
- la pérennisation et la consolidation des professions du théâtre en Suisse romande, mesurées par :
 - part des artistes et artisans résidant en Suisse romande par spectacle
 - nombre et noms des jeunes comédiens sortant de la HETSR engagés
- le soutien de projets d'artistes associés, mesuré par :
 - nombre d'accompagnements, types et résultats obtenus

- le soutien des projets de compagnies émergentes, mesuré par :
 - liste des projets réalisés et lieux
- l'ouverture sur la cité, mesurée par :
 - nombre d'évènements de la petite saison et types
 - nombre de participants
- l'offre d'activités pédagogiques, mesurée par :
 - nombre d'élèves CO et PO accueillis au théâtre (cf. tableau de bord)
 - nombre d'ateliers pédagogiques et types
 - nombre de participants aux ateliers pédagogiques

Le Poche :

- la programmation de formes nouvelles (prise de risques), mesurée par :
 - nombre de créations mondiales (pièces jouées pour la première fois)
- la programmation d'œuvres contemporaines, mesurée par :
 - nombre d'œuvres contemporaines (dont l'auteur est vivant)
- la reconnaissance des artistes suisses (ou résidents) mesurée par :
 - nombre des auteurs suisses (ou résidents)
 - nombre des metteurs en scène suisses (ou résidents)
 - nombre de comédien-ne-s suisses (ou résidents)
 - nombre d'auteurs suisses (objectif : 2/saison)
 - part des artistes suisses (ou résidents) sur l'ensemble de la saison
- le rayonnement, mesuré par :
 - nombre de représentations en tournée
 - nombre de lieux d'accueil en tournée
- la fidélisation du public, mesurée par :
 - taux de fréquentation
 - nombre total d'abonnés
 - nombre d'anciens abonnés
 - nombre de nouveaux abonnés
 - billetterie hors abonnement
 - mise en rapport de ces chiffres avec les années précédentes
- l'intérêt de la jeunesse pour le théâtre, mesuré par :
 - nombre de billets étudiants (cf. tableau de bord)
 - nombre d'élèves du CO et du PO (cf. tableau de bord)
 - actions menées
 - représentations scolaires
- Activités parallèles, enrichissement du public en dehors des spectacles, mesurés par :
 - évènements annexes, tels qu'Apéros d'auteurs & lectures, hommages, etc.

Annexe 5 : Adresses de contact

Etat de Genève :

Madame Marie-Anne Falciola Elongama (Adjointe financière)
Madame Dominique Perruchoud (Conseillère culturelle)
Service des affaires culturelles
Département de l'instruction publique
Case postale 3925
1211 Genève 3

Courriels : marie-anne.falciola-elongama@etat.ge.ch
dominique.perruchoud@etat.ge.ch
Tél. : 022 327 04 96
Fax : 022 327 34 43

Ville de Genève :

Monsieur Jean-François Rohrbasser
Chef du Service aux artistes et acteurs culturels
Département de la culture
Case postale 10
1211 Genève 17

Courriel : jean-francois.rohrbasser@ville-ge.ch
Tél. : 022 418 65 70
Fax : 022 418 65 71

FAD :

Monsieur Bernard Paillard
Président
Fondation d'Art Dramatique de Genève
3, rue du Vieux-Collège
1204 Genève

Courriel : fadge@bluewin.ch
Tél. : 022 310 88 67
Fax : 022 310 88 69

Annexe 6 : Echéances de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2012. Durant ces trois années, la FAD devra respecter les délais suivants :

1. Chaque année, au plus tard le 31 octobre la FAD fournira aux personnes de contact de la Ville et de l'Etat de Genève (cf. annexe 5) :
 - › le rapport d'activités de l'année écoulée ;
 - › le bilan et les comptes de pertes et profits audités ;
 - › le tableau de bord annuel figurant dans l'annexe 3 ;
 - › le plan financier actualisé si nécessaire.
2. Le **31 octobre 2011** au plus tard, la FAD fournira aux personnes de contact de la Ville et de l'Etat de Genève un plan financier pour la prochaine convention (2013-2016).
3. **Début 2012**, dernière année de validité de la convention, les parties procéderont à une évaluation conjointe des trois précédents exercices selon les critères figurant dans l'annexe 4.
4. Sur la base des résultats de l'évaluation, les parties discuteront du renouvellement de la convention. Si elles décident de signer une nouvelle convention, celle-ci devra être finalisée au plus tard le **30 juin 2012**.

Annexe 7 : Statut de la FAD

STATUT DE LA FONDATION D'ART DRAMATIQUE DE GENÈVE

Adopté par le Conseil municipal le 28 mars 1979

Approuvé par le Grand Conseil le 14 mars 1980

CHAPITRE I

Dénomination, but, siège, durée, surveillance

Dénomination

Article premier. — Sous le nom de “Fondation d’art dramatique de Genève”, il est créé par la Ville de Genève une fondation d’intérêt communal public, au sens de l’article 67, lettre h; de la loi sur l’administration des communes du 3 juillet 1954 (B.6.1), qui est régie par le présent statut. En cas de silence de ce dernier et sous réserve de la loi sur les fondations de droit public, du 15 novembre 1958 (E.1.5), les articles 80 et suivants du Code civil suisse et les dispositions cantonales d’exécution, notamment le règlement du Conseil d’État sur la surveillance des fondations de droit civil du 21 avril 1960 (E.1.6), sont applicables par analogie.

But

Art. 2. — La Fondation a pour but d’assurer l’exploitation des théâtres qui lui sont confiés, principalement en y organisant des représentations d’art dramatique.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève peut confier à la Fondation d’autres missions et activités, occasionnelles ou permanentes, dans le domaine du spectacle.

La Fondation poursuit des fins artistiques et culturelles. Elle respecte et garantit la liberté artistique.

Elle vise à faciliter l’accès du plus large public à des spectacles de qualité.

Pouvoir d'attribution

Art. 3. - Le Conseil municipal désigne les théâtres dont l’exploitation est confiée à la Fondation.

Sauf pour le Théâtre de la Comédie et le Nouveau Théâtre de Poche, l’accord préalable écrit du Conseil d’Etat constitue une condition de validité de toute décision des autorités municipales prise en application du présent article.

Cet accord préalable n’est requis que pour autant que le montant de la participation financière de l’Etat de Genève à l’exploitation de la Fondation s’en trouve augmenté.

Siège

Art. 4. — Le siège de la Fondation est à Genève.

Durée

Art. 5. — La durée de la Fondation est indéterminée.

Surveillance

Art. 6. — Le Conseil administratif de la Ville de Genève fonctionne comme autorité de surveillance de la Fondation. En cette qualité, il possède notamment les compétences et pouvoirs définis dans le règlement cantonal sur la surveillance des fondations de droit civil (cf. art. 1 in fine).

Par ailleurs, les comptes de la Fondation doivent chaque année être soumis à l'examen des services du Contrôle financier tant de la Ville que de l'Etat de Genève et être approuvés respectivement par le Conseil administratif de la Ville et par le Conseil d'Etat.

CHAPITRE II Ressources financières

Ressources financières

Art. 7. — Les ressources financières de la Fondation sont constituées par les recettes d'exploitation et les subventions des pouvoirs publics, ainsi que par tous dons et legs, bénéfiques et autres biens, pour autant que les fonds recueillis ne soient grevés d'aucune charge ou condition incompatible avec le but de la Fondation.

La Fondation ne peut s'engager que dans la mesure correspondant aux moyens dont elle dispose.

En règle générale et sous réserve des décisions des autorités législatives lors du vote des subventions annuelles, les participations financières à l'exploitation de la Fondation sont prévues à raison de 70% à charge de la Ville de Genève et 30% à charge de l'Etat de Genève.

En outre et indépendamment des proportions définies ci-dessus, la Ville de Genève, en sa qualité de propriétaire des immeubles, met gratuitement à la disposition de la Fondation le bâtiment du Théâtre de la Comédie (sis 6, boulevard des Philosophes à Genève) et le bâtiment du Nouveau Théâtre de Poche (sis 7, rue du Cheval-Blanc à Genève), y compris le chauffage et l'entretien.

CHAPITRE III Organes

Organes de la Fondation

Art. 8. — Les organes de la Fondation sont:

- A. Le Conseil de fondation;
- B. Le bureau du Conseil de fondation;
- C. L'organe de contrôle des comptes.

A. LE CONSEIL DE FONDATION

Composition et nomination

Art. 9. — Le Conseil de fondation est ainsi composé:

- a) en qualité de délégués du législatif communal : autant de membres qu'il y a de partis politiques, représentés au Conseil municipal de la Ville de Genève, en début de chaque législature.
Ces membres sont désignés par le Conseil municipal de la Ville de Genève;
- b) trois membres nommés par le Conseil administratif de la Ville de Genève, dont un conseiller administratif en tant que délégué de l'autorité de surveillance;
- c) trois membres nommés par le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève;
- d) deux représentants des travailleurs du spectacle, nommés par leur syndicat.

Durée du mandat

Art. 10. — Les membres du Conseil de fondation sont nommés pour une période de quatre ans, prenant fin le 31 août de l'année du renouvellement intégral du Conseil municipal. Ils

demeurent toutefois en fonction jusqu'à la première séance du nouveau Conseil de fondation, convoquée par le Conseil administratif.

Le mandat des membres du Conseil de fondation est immédiatement renouvelable.

Cas échéant, les membres nommés par le Conseil administratif ou par le Conseil d'Etat (art. 9, lettres b et c) sont considérés comme démissionnaires au moment où ils quittent leur fonction municipale ou cantonale.

Tout membre du Conseil de fondation est considéré comme démissionnaire au moment où il atteint l'âge de 75 ans révolus. (Cf. loi cantonale concernant les membres des commissions officielles; A.2.5.)

En cas de décès, de démission ou d'exclusion d'un membre du Conseil de fondation, il est pourvu à son remplacement conformément à l'article 9 du présent statut, pour la période restant en cours jusqu'à renouvellement du Conseil.

Le Conseil administratif fixe le montant des jetons de présence et des indemnités éventuelles, auxquels auraient droit les membres du Conseil de fondation.

Mission

Art. 11. — Le Conseil de fondation est l'organe suprême de la Fondation. Ses fonctions essentielles consistent à:

- a) définir les objectifs de la Fondation, à court, moyen et long terme, sur les plans culturel, social, économique et financier;
- b) veiller à un juste équilibre entre les spectacles créés par la Fondation et les spectacles accueillis par elle;
- c) adopter la structure de gestion de la Fondation, ainsi que celle des théâtres confiés à la Fondation;
- d) assurer, de façon efficace et permanente, le contrôle supérieur de la gestion desdits théâtres;
- e) définir la politique de la Fondation en matière de personnel (sous réserve des compétences du Conseil administratif en ce qui concerne le personnel de l'administration municipale);
- f) assumer les missions et activités complémentaires éventuellement confiées à la Fondation par le Conseil administratif de la Ville de Genève.

Compétences

Art. 12. — Sous réserve des compétences de l'autorité de surveillance, le Conseil de fondation est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion de la Fondation. Il est chargé notamment:

- 1) de nommer quatre membres du bureau du Conseil, dont le président, le vice-président et le secrétaire de la Fondation (cf. art. 17).
Ces nominations sont faites pour la durée de deux ans; elles sont renouvelables.
Deux membres du bureau doivent être choisis parmi les membres du Conseil de fondation mentionnés à l'article 9, respectivement aux lettres a et c;
- 2) de prendre toutes mesures nécessaires à l'administration de la Fondation et d'autoriser tous actes entrant dans le cadre de l'activité de la Fondation;
- 3) de représenter la Fondation auprès des autorités et à l'égard des tiers;
- 4) d'engager, sur la base d'un contrat de droit privé, les responsables des théâtres confiés à la Fondation, d'établir leur cahier des charges et de contrôler leur activité;
- 5) de présenter des propositions au Conseil administratif en vue de la nomination ou de la révocation, par ce dernier, de tout le personnel administratif et technique permanent, à l'exception des membres de la direction. Ce personnel est soumis au Statut du personnel de l'administration municipale, dont il fait partie;
- 6) de procéder à la nomination de tout le personnel temporaire et de tout le personnel artistique, sur la base d'un contrat de droit privé; cas échéant, de prendre des sanctions ou de prononcer la résiliation. Le Conseil a le droit de déléguer à la direction, pour une durée d'une année, renouvelable, la compétence d'engager, de sanctionner et de résilier tout ou partie du personnel temporaire et du personnel artistique;

- 7) de se prononcer sur toutes transactions et actions judiciaires relatives aux intérêts de La Fondation;
- 8) d'examiner et d'adopter chaque année dans les délais utiles mais au plus tard le 31 mai, les budgets et les programmes de la saison théâtrale suivante; le Conseil ne peut approuver les projets de budget que dans les limites des crédits d'exploitation votés par les autorités subventionnantes;
- 9) d'examiner et d'adopter chaque année les rapports de gestion, les comptes d'exploitation, les comptes de pertes et profits, les bilans et les rapports de l'organe de contrôle des comptes pour la saison théâtrale écoulée; tous ces documents doivent être aussitôt soumis par la Fondation aux services de Contrôle financier de la Ville et de l'Etat de Genève, ainsi qu'au Conseil administratif et au Conseil d'Etat pour approbation;
- 10) de désigner l'organe de contrôle des comptes;
- 11) de nommer, selon les besoins, des commissions occasionnelles ou permanentes et de définir leur mandat et leur durée.

Règlement intérieur de la Fondation

Art. 13. — Le Conseil de fondation délègue au bureau du Conseil (art. 17) une partie de ses compétences dans le cadre du règlement intérieur de la Fondation. Ce règlement, qui est soumis à l'approbation de l'autorité de surveillance, précise les attributions respectives du Conseil de fondation, du bureau du Conseil et des directions, ainsi que les rapports entre ces organes.

Représentation

Art. 14. — La Fondation est valablement représentée et engagée par la signature collective à deux de son président et de son vice-président (ou, à défaut de l'un d'eux, par celle du secrétaire).

Par ailleurs, le Conseil de fondation peut autoriser des membres des directions à signer seuls pour représenter la Fondation, dans les limites précises et selon les modalités déterminées dans le règlement intérieur édicté par le Conseil de fondation.

Convocation

Art. 15. — Le Conseil de fondation se réunit au minimum six fois par an et aussi souvent que l'intérêt de la Fondation l'exige.

Sauf en cas d'urgence motivée, il est convoqué par le président, par écrit, au moins 10 jours d'avance, sur décision soit du Conseil administratif, soit du bureau du Conseil de fondation, ou à la demande écrite de trois membres au moins.

Délibération

Art. 16.. — Le Conseil de fondation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité relative des voix exprimées par les membres présents, sous réserve de l'article 27. En cas d'égalité des voix, celle du président (ou, à défaut, du vice-président) est prépondérante.

Les délibérations du Conseil de fondation sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire.

B. LE BUREAU DU CONSEIL DE FONDATION

Composition

Art 17. — Le bureau du Conseil de fondation est composé de cinq membres: le président, le vice-président, le secrétaire de la Fondation, l'un des trois membres du Conseil nommés par le Conseil d'Etat, ainsi que le conseiller administratif représentant l'autorité de surveillance

Attributions

Art. 18. — Le bureau du Conseil de fondation contrôle l'activité des directions et prend toutes dispositions utiles à une bonne gestion des théâtres confiés à la Fondation, ainsi que des missions et activités prévues à l'article 11 lettre f.

Il exerce en outre les compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de fondation (art. 13) et prépare les séances de ce dernier.

Convocation

Art. 19. — Le bureau du Conseil de fondation se réunit chaque fois que l'intérêt de la Fondation l'exige.

Il est convoqué par le président, par écrit, au moins cinq jours d'avance, sur décision du président ou à la demande écrite de deux membres du bureau au moins. En cas d'urgence motivée, le président (ou, à défaut, le vice-président) peut convoquer le bureau verbalement et dans un délai inférieur à cinq jours.

Délibération

Art. 20. — Le bureau ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres, y compris le président ou, à défaut, le vice-président, sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité relative des voix exprimées par les membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président (ou, à défaut, du vice-président) est prépondérante.

Les délibérations du bureau du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire.

C. L'ORGANE DE CONTROLE DES COMPTES

Désignation

Art. 21. — L'organe de contrôle des comptes est désigné par le Conseil de fondation, qui peut choisir soit deux contrôleurs (en dehors des membres du Conseil et du personnel), soit une société fiduciaire.

L'organe de contrôle des comptes est mandaté pour une année. Ce mandat est renouvelable.

Demeurent réservés en tout temps les contrôles que peut prescrire l'autorité de surveillance, notamment dans le cadre de l'article 4 du règlement cantonal sur la surveillance des fondations de droit civil du 21 avril 1960 (E.1.6).

Rapports de contrôle annuel

Art. 22. — A la fin de chaque exercice, l'organe de contrôle des comptes soumet au Conseil de fondation des rapports écrits (art. 12, ch. 9).

Exercice annuel

Art. 23. — L'exercice annuel commence le 1er juillet pour se terminer le 30 juin de l'année suivante.

CHAPITRE IV Exclusion, démission

Exclusion

Art. 24. — L'exclusion d'un membre du Conseil de fondation peut être prononcée par l'autorité de surveillance conformément aux dispositions légales ou réglementaires.

Démission

Art. 25. — Tout membre du Conseil de fondation peut démissionner moyennant un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée adressée au président du Conseil de fondation.

CHAPITRE V
Modification du statut dissolution, liquidation

Modification

Art. 26. - Toute modification du présent statut doit des statuts être soumise, sur proposition du Conseil administratif, à l'approbation du Conseil municipal, puis du Grand Conseil.

Dissolution

Art. 27. — La dissolution de la Fondation interviendra, si les circonstances l'exigent, sur proposition du Conseil municipal ou de l'autorité de surveillance ou du Conseil de fondation.

Dans ce dernier cas, le Conseil de fondation devra préalablement informer l'autorité de surveillance par un rapport motivé, écrit, et obtenir son assentiment. De plus, il ne pourra adopter une proposition de dissolution que par les deux tiers au moins de tous ses membres, convoqués spécialement à cet effet au moins un mois d'avance et par écrit.

Toute proposition de dissolution doit être ratifiée par le Conseil municipal et approuvée par le Grand Conseil.

Liquidation

Art. 28. — La liquidation sera opérée par le Conseil administratif. Celui-ci pourra la confier à un ou plusieurs liquidateurs nommés par lui.

Les biens restant disponibles après paiement de tout passif seront remis respectivement à la Ville de Genève et à l'Etat de Genève en proportion de leur participation moyenne au subventionnement global de la Fondation durant les cinq derniers exercices.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les membres du premier Conseil de fondation sont nommés pour une période s'étendant jusqu'à la fin de la législature municipale en cours.

La première séance du premier Conseil de fondation est convoquée par le Conseil administratif.